

Questions orales

LE CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE AU TITRE DE LA TAXE DE VENTE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, pourquoi le ministre refuse-t-il d'admettre qu'à cause de son budget, un plus grand nombre de femmes et d'enfants vont vivre dans la pauvreté, et surtout les 500,000 d'entre eux qui gagnent entre \$15,000 et \$20,000 par an? En outre, le crédit d'impôt remboursable dont il se vante ne s'adresse qu'aux personnes très pauvres et ne compensera même pas les augmentations de taxe de vente de l'an dernier, sans parler d'éponger la perte due à la désindexation partielle des prestations familiales que le ministre a également imposée.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, les déclarations de la députée sont totalement fausses et j'ai écouté ce qu'elle a dit . . .

Mme Mitchell: Elles ne sont pas fausses. Comment pouvez-vous dire cela?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Elle me critique parce que j'ai adressé dans ce budget . . .

Mme Mitchell: Ce sont les femmes qui vous critiquent.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, il est très difficile d'écouter et de parler en même temps. La députée devrait m'écouter.

M. le Président: A l'ordre.

Mme Mitchell: C'est vous qui devriez écouter.

M. le Président: A l'ordre. J'ai déjà dit que les députés qui posent des questions doivent nous permettre d'entendre les réponses. A l'ordre. L'honorable ministre pourra conclure brièvement.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): La députée me critique d'avoir pris des mesures en vue d'aider les personnes très pauvres. Je suis fier de faire quelque chose pour leur venir en aide. Tel est l'objectif fondamental de notre gouvernement.

LA POLITIQUE FISCALE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, le ministre des Finances ne convient-il pas que dans ses deux derniers budgets, le gouvernement conservateur a délibérément creusé davantage le fossé entre riches et pauvres au sein de notre société et qu'en fixant à \$15,000 le plafond des revenus ouvrant droit au remboursement de la taxe de vente et au paiement anticipé du crédit d'impôt pour enfant, il donne une nouvelle définition conservatrice de la pauvreté?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, cette allégation du député ne tient pas debout. Nous avons pris deux mesures budgétaires favorables aux gens vivant en-deçà du seuil de la pauvreté. Nous avons accéléré le remboursement du crédit d'impôt pour enfant et introduit un nouveau crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe de vente. J'ai déjà dit que nous faisons l'essai de ces deux mesures et que nous pourrions peut-être les améliorer dans un

autre budget si elles étaient concluantes. Le député ne peut-il nous féliciter pour ces changements progressistes et innovateurs de notre politique budgétaire?

[Français]

LA PAUVRETÉ—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Le ministre des Finances nous informe-t-il maintenant que son gouvernement a une nouvelle définition de la pauvreté qui, en effet, condamnera presque 300,000 familles qui sont déjà pauvres à une situation encore pire?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, voilà une déformation outrageante d'une bonne initiative politique. Il n'y a jamais eu de nouvelle . . .

M. Frith: Trois cent mille familles.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Comment répondre à quelqu'un qui continue de poser des questions lorsqu'il s'est rassis. Nous avons pourtant bien expliqué que le budget ne donnait aucune nouvelle définition de la pauvreté. Nous avons dit simplement que dans le cadre de nos ressources limitées, nous avons présentés de nouvelles mesures importantes pour aider les gagne-petit, le crédit d'impôt pour la taxe de vente et l'accélération du paiement du crédit d'impôt pour enfant, ces deux mesures ayant été . . .

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

* * *

LES JEUNES

LES RESPONSABILITÉS DE LA MINISTRE

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Depuis que le gouvernement a pris le pouvoir, les fonds consacrés à la jeunesse ont été réduits d'une centaine de millions de dollars. La ministre d'État à la Jeunesse semble maintenant en voie de disparaître. Le premier ministre voudrait-il dire à la Chambre quelles sont les fonctions de la ministre d'État à la Jeunesse qui n'a plus ni programme ni budget?

• (1440)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, en fait, grâce aux initiatives de la ministre d'État à la Jeunesse . . .

Des voix: Elle est partie.

M. Mulroney: . . . le chômage chez les jeunes a fléchi de presque trois points de pourcentage depuis septembre 1984.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Elle a disparu avec eux.